Le capital spatial face à la représentation : la Unity Map des groupes minoritaires à New York.

Par Alessandra Ghisalberti

La session de ce colloque nous amène à réfléchir sur le concept de capital spatial dans la perspective de trouver des formes de représentations aptes à faire ressortir le rôle de chaque acteur — avec un *focus* spécial sur les associations et les citoyens — en tant que producteur d'idées. Nous présenterons ici l'exemple de la *Unity Map*, réalisée par des groupes de minorités à New York dans le cadre du processus de redéfinition des limites administratives internes à la ville, afin de mettre en évidence la capacité dont font preuve les citoyens lorsqu'il est question de synthétiser et valoriser leur capital spatial. Cet exemple de cartographie de communauté révèle que ces groupes ont gagné un haut niveau d'autoconscience, d'organisation politique et de qualification technique, devenant un modèle d'activisme et de gouvernance pour d'autres contextes urbains.

Le capital spatial dans les contextes urbains multiculturels.

Selon Jacques Lévy, le capital spatial constitue « l'ensemble des ressources, accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de l'usage de la dimension spatiale de la société » (2003, p. 124). Ce concept pose la dimension spatiale au centre de la vie de l'individu en tant qu'acteur, ayant ses objectifs et pouvant utiliser sa propre dotation en ressources spatiales pour les accomplir.

Il s'agit des biens spatiaux constituant — comme l'auteur l'affirme — l'ensemble des expériences géographiques transformées en un patrimoine pouvant augmenter à travers la maîtrise des lieux et des liens (*ibid.*, 2013). Ainsi, chaque

individu possède non seulement sa propre richesse spatiale de départ, mais peut aussi l'agrandir et l'améliorer au fur et à mesure que le temps passe, à travers des choix spécifiques dans ses propres actions. Plus précisément, le capital spatial constitue un bien public produit et utilisé par la société entière et ayant plusieurs articulations : les biens publics « tout court » peuvent être par exemple l'éducation et la santé, tandis que l'accessibilité, l'espace public ou le patrimoine naturel constituent des biens publics spatiaux.

Les villes de la mondialisation, habitées par une grande variété d'acteurs dotés de différents degrés et formes de capital spatial, constituent des lieux d'intérêt pour l'étude de ce patrimoine, car on peut reconstruire les stratégies mises en acte par les citoyens pour l'amélioration de leur propre quotidienneté urbaine et la production de biens publics. Comme Michel Lussault (2003) l'a affirmé, l'urbain est une organisation spatiale qui a été radicalement bouleversée au cours des dernières décennies, et tout spécialement dès le début des années 2000, remettant en question sa dimension territoriale contiguë jusque-là dominante, ainsi que sa délimitation par rapport à un extérieur. Dans le premier cas, on assiste à l'introduction de l'urbain dans des espaces en réseaux mettant en connexion des villes à l'échelle mondiale qui ne sont pas proches sous le profil territorial ; dans le second, on assiste à l'interpénétration du centre et de la périphérie urbaine à travers le développement de territoires péri-urbains.

Dans ces contextes urbains, les acteurs immigrés jouent un rôle essentiel : d'un côté, ils renforcent la structure réticulaire consolidant les liens entre la multiplicité d'espaces locaux qu'ils vivent, traversent et connectent à l'échelle mondiale ; de l'autre, ils contribuent à l'interpénétration des anciens centres et périphéries, car, au cours de leurs projets migratoires, ils utilisent et transforment différemment l'un et l'autre par rapport à leurs pratiques professionnelles, culturelles, commerciales et récréatives. Souvent, par exemple, dans les villes de moyenne dimension, les immigrés habitent le centre où il est plus aisé d'accéder aux services sociaux — ce qui facilite leur insertion territoriale —, mais ils se rendent quotidiennement dans les airs les plus externes, car il est plus facile de trouver un travail dans les usines des zones industrialisées, d'accéder à des espaces commerciaux économiques, ou de créer des lieux de culte.

La densité et la diversité de l'urbain sont donc accrues par les migrants, qui constituent des nouveaux acteurs porteurs d'intérêts spécifiques et dotés de leur propre patrimoine en termes de capital spatial résultant de leurs expériences dans des contextes d'origine, de transition et d'arrivée. C'est dans les lieux de leur vie quotidienne qu'ils surajoutent leur patrimoine spatial, un patrimoine que l'exemple de la *Unity Map* des groupes minoritaires new-yorkais a permis de cartographier.

Le *redistricting* des *Council Districts* à New York.

Le *redistricting* de New York de 2013 est le processus de retracement des limites de 51 *Council Districts* — c'est-à-dire le découpage administratif interne aux cinq *boroughs* (Bronx, Brooklyn, Manhattan, Queens, Staten Island) — mis en acte tous les dix ans suite aux résultats du recensement national de la population afin de garantir à tout groupe minoritaire la possibilité d'élire ses candidats dans le respect de la Constitution et du *Voting Right Act* du 1965.

En effet, le recensement de 2010 a montré des changements dans la distribution de la population à New York, suite à la hausse de l'immigration qui fait apparaître une part croissante des Latino-Américains, une augmentation de la population asiatique et un relatif retrait de la population noire[1]. Mais le recensement a aussi montré qu'au-delà de quelques enclaves ethniques — les Asiatiques à Chinatown (Manhattan), Sunset Park (Brooklyn) ou Flushing (Queens), ou les Noirs à Crown Heights et Canarsie (Brooklyn), et les Latino-Américains à Washington Heights (Manhattan) —, on assiste désormais à une situation moins ségrégée qu'il y a dix ans[2]. Les trois groupes tendent à se mélanger de plus en plus avec les Blancs dans des quartiers historiquement noirs, tels que Central Harlem (Manhattan), Bedford-Stuyvesant (Brooklyn) et South Bronx (Bronx), ou historiquement latino-américains, tels que East Harlem et Washington Heights (Manhattan), de même qu'il y a davantage d'Asiatiques dans des quartiers historiquement blancs comme Upper East Side et York (Manhattan) ou Bensonhurst (Brooklyn). Cette évolution rend nécessaire une profonde réflexion par rapport au tracement des nouvelles limites afin de ne pas nier les intérêts des citoyens, sur la base de l'analyse de leur capital spatial.

Dans ce contexte, la NYC Redistricting Commission a permis aux citoyens d'exprimer leurs propositions de découpage administratif à travers un double parcours participatif : un système cartographique interactif en ligne et des audiences publiques dans les *boroughs*. Si le premier outil n'a pas produit de résultats satisfaisants par manque de guide et d'accompagnement des citoyens dans l'accès aux dispositifs Internet, le second a permis pour la première fois aux groupes minoritaires noirs, latino-américains et asiatiques de se placer en coalition et de valoriser leur capital spatial, de proposer, au cours d'audiences publiques, un modèle commun et partagé de découpage administratif, qu'ils ont appelé « Unity Map ». Cette carte a été prise en considération par la Commission qui en a intégré quelques aspects dans le découpage administratif final.

La *Unity Map* pour la représentation du capital spatial.

La *Unity Map*, produite à travers le support de quatre associations citoyennes (l'Asian American Legal Defense and Education Fund (AALDEF) représentant la population asiatique, le Center for Law and Social Justice représentant la population noire, et le Latino Justice ainsi que le National Institute for Latino Policy représentant la population latino-américaine), a requis une compétence technique dans l'utilisation des SIG pour le dessin du nouveau découpage en districts souhaité (Figure 1). En outre, la réalisation de ce document cartographique a constitué un moment important dans la prise de conscience politique de ces groupes minoritaires pour plusieurs raisons. D'abord, ce découpage précis révèle une profonde connaissance du capital spatial de la part de ces citoyens, proposant des limites administratives sur la base d'une homogénéité socio-culturelle-fonctionnelle, ainsi que d'intérêts partagés collectivement. Ensuite, il établit pour la première fois un accord solide et réel dans la planification territoriale de la ville avec l'implication concrète de groupes minoritaires traditionnellement séparés, sinon opposés. Enfin, ce document montre que ces groupes ont acquis une haute capacité « autopromotionnelle » en manifestant leurs intérêts à travers l'aide de spécialistes (avocats, géographes, sociologues, etc.) issus de leur propre groupe et qui ont présenté

cette cartographie à la NYC Redistricting Commission.



Figure 1 : La Unity Map pour le redistricting de la ville de New York. Source : site Internet de l'AALDEF.

La carte ci-dessus est le résultat d'une année d'entretiens de ces citoyens, réalisés par les quatre associations à travers des *focus groups*, des *open forums* , des rencontres collectives et des audiences publiques dans les quartiers de la ville. L'aspect le plus intéressant de ce processus est que les groupes ont participé à la reconstruction d'une nouvelle organisation de l'espace urbain qu'ils habitent, sur la base de critères reconductibles à la *densité* des hommes et à la *diversité* sociologique et fonctionnelle, composant l'urbanité (Lévy 2013). Concernant la densité, les associations ont collecté des données quantitatives sur la population, car le nouveau découpage en districts partait d'une égale répartition démographique. Pour ce qui est de la diversité, on a trouvé des données sur les biens publics (la santé en particulier) et les biens publics spatiaux (l'accessibilité, c'est-à-dire les transports et la mobilité vers les lieux de travail, les espaces publics), ainsi que sur la résidence et la langue, car l'argument fort pour la proposition de changement des limites a été celui de l'appartenance à des groupes minoritaires partageant des besoins dans les

quartiers de la ville.

Il en est ressorti un cadre détaillé des intérêts de ces citoyens, ou, dirait-on, une étude du capital spatial, en tant que base pour délimiter des aires homogènes sous le profil socio-culturel-économique.

Reprenant la théorie de la sémiosis cartographique élaborée par Emanuela Casti (1998), la *Unity Map*montre au final un rapport symbiotique entre carte et territoire, car le document cartographique vise à synthétiser et condenser les aspects socio-territoriaux sur la base de biens, de valeurs, et d'intérêts sociaux élaborés par le bas (Casti 2013). La carte, en outre, montre un haut degré d'autoconscience des citoyens qui ont non seulement su se mettre ensemble, partager un but et essayer de l'atteindre, mais ont également été capables de gérer les phases de création de la carte à travers le dessin participatif de chaque district (montrant par là une profonde connaissance quantitative et qualitative des quartiers), la création d'une carte partagée, apte à synthétiser les nombreux intérêts ressortis de chaque quartier et, enfin, la présentation publique de la carte finale auprès de la NYC Redistricting Commission.

Résumé

La session de ce colloque nous amène à réfléchir sur le concept de capital spatial dans la perspective de trouver des formes de représentations aptes à faire ressortir le rôle de chaque acteur — avec un focus spécial sur les associations et les citoyens — en tant que producteur d'idées. Nous présenterons ici l'exemple de la Unity ...

Notes

1 Nous utilisons l'agrégation des groupes minoritaires en Noirs, Asiatiques et Latino-Américains employée dans le recensement américain et établie par le gouvernement fédéral afin de faciliter l'application des lois liées aux droits civils, aux mêmes opportunités d'emploi et à d'autres mandats anti-discrimination. Pour un approfondissement, voir Mollenkopf, Periera et Romalewski (2013, p. 2).

2 Pour les détails du recensement du 2010 à New York, voir le système cartographique en ligne du Mapping Service du Center for Urban Research du Graduate Center de la City University of New York (CUNY).

Bibliographie

Alba, Richard et Steven Romalewski. 2012. *The End of Segregation ? Hardly*. New York : Center for Urban Research, CUNY.

Casti, Emanuela. 1998. *L'ordine del mondo e la sua rappresentazione. Semiosi cartografica e autoreferenza*. Milan : Unicopli.

—. 2013. *Cartografia critica. Dal topos alla chora*. Milan : Guerini e Associati.

Foner, Nancy. 2013. *One Out of Three. Immigrant New York in the Twenty-First Century*. New York : Columbia University Press.

Hum, Tarry. 2002. *Asian Neighborhoods in New York City : Locating Boundaries and Common Interests*, AALDEF, Community Survey Project, New York.

Lévy, Jacques. 2013. « Capital spatial » in Lévy, Jacques et Michel Lussault (dirs.). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p. 124-126. Paris : Belin.

—. 2013. *Réinventer la France : Trente cartes pour une nouvelle géographie*. Paris : Fayard.

Lussault, Michel. 2003. « Urbain » in Lévy, Jacques et Michel Lussault (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p. 949-951. Paris : Belin.

Mollenkopf, John, Joseph Pereira et Steven Romalewski. 2013. « Community of Interest. » Rapport du Center for Urban Research, New York.

NYC Planning. 2011. « NYC 2010. Results from the 2010 Census, Population Growth and Racial/Hispanic Composition. » Rapport du Department City

Planning, City of New York.

Simon, Gildas. 2008. *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris : Armand Colin.

The Graduate Center. 2013. « Integration : Are We There Yet ? How the Graduate Center's CUNY Mapping Service Shows the Changing of Urban America » *Folio*, City University of New York : p. 6-13.